

ET SI LE BELANG ARRIVAIT AU POUVOIR...

Depuis 1989, les partis démocratiques refusent de gouverner avec l'extrême droite. Ce qui pourrait changer, en Flandre, dès 2018.

PAR OLIVIER MOUTON

Les lignes bougent en Flandre, à la droite de la droite. Le cordon sanitaire, érigé en 1989 par les partis démocratiques à l'initiative de l'écologiste Jos Geysels pour empêcher toute coalition avec le Vlaams Blok, est remis en question depuis plusieurs semaines, tant par des politologues que par des personnalités politiques de premier plan. La N-VA, qui ne s'estime formellement pas tenue par un accord conclu alors qu'elle n'existait pas, souffle le chaud et le froid à ce sujet. Mais la nouvelle génération du Vlaams Belang, menée par son président trentenaire Tom Van Grieken, espère bien la convaincre de fissurer le cordon lors des élections communales d'octobre 2018, ne fût-ce que dans des villes de moyenne importance. En espérant ensuite provoquer le Grand Soir à l'occasion d'un improbable pacte entre les deux partis nationalistes pour déclarer l'indépendance de la Flandre.

« Ce qui est neuf, c'est qu'un certain nombre de politologues influents en Flandre ont exprimé leurs doutes au sujet de l'opportunité de ce cordon sanitaire, souligne Bart Maddens, lui-même politologue à la KUL et proche du Mouvement flamand. Personnellement, j'y étais opposé depuis qu'il existe mais, à l'époque, j'étais bien seul. » Fin septembre, dans le quotidien *De Morgen*, deux professeurs omniprésents dans les médias, Carl Devos (université de Gand) et Dave Sinardet (VUB), avaient entrouvert une porte. Sans pour autant prôner une collaboration avec le Vlaams Belang.

Gouverner avec le Belang? Possible...

« Je n'ai jamais été contre le cordon sanitaire, parce qu'il s'agissait

d'une mesure transparente, pour des raisons morales, indique Carl Devos. Mais je ne pense pas que quelqu'un l'instaurerait encore aujourd'hui. » Son raisonnement? Un parti pourrait accepter de gouverner avec le Belang, pour autant que l'accord stipule clairement que ce dernier respecte les traités internationaux, la Constitution et la démocratie libérale – en ce compris le respect pour la place de l'islam. « Je ne pense pas que l'on puisse encore dire qu'il est moralement condamnable de gouverner avec le Vlaams Belang – donc, en principe, cela doit pouvoir arriver », appuie Dave Sinardet. Car, à ses yeux, ce parti n'est plus le Blok d'antan, qui avait été condamné pour racisme en raison de son programme en 70 points contre l'immigration.

L'argumentation de Bart Maddens contre le cordon sanitaire va encore plus loin : « Contrairement au VNV entre les deux guerres, le Vlaams Blok/Belang a toujours soutenu les institutions démocratiques, explique-t-il. Même si dans sa période radicale, c'est vrai, il remettait en cause un certain nombre

de droits et de libertés. Ma conviction a toujours été qu'en laissant fonctionner les institutions et en leur donnant des responsabilités gouvernementales, on ramènerait peu à peu ces partis vers le centre. Le meilleur exemple fut l'Alleanza Nazionale italienne, née au départ des ancêtres du fascisme. Ce parti est devenu parfois plus modéré que Forza Italia, le parti de Silvio Berlusconi. » En Flandre, précise Bart Maddens, la différence entre le Vlaams Belang et la N-VA diminue depuis qu'elle a durci son discours en raison de la menace terroriste.

Si le cordon sanitaire vacille aujourd'hui en Flandre, prolonge le politologue de la KUL, c'est aussi parce que le Belang n'est plus la terreur d'antan, quand il recueillait 24 % de l'ensemble des voix flamandes, comme ce fut le cas en 2004. Même s'il progresse légèrement dans les derniers sondages, le parti d'extrême droite ne dépasse plus le seuil des 15 %. La nervosité de la N-VA n'est pas non plus étrangère à cette évolution : elle doit donner des gages au Mouvement flamand sur le terrain institutionnel après la crise causée par le départ des députés Hendrik Vuye et Veerle Wouters. Ces derniers ont affirmé à l'occasion du lancement de leur mouvement baptisé « VW » : « Sur le plan communautaire, nous avons beaucoup en commun avec le Vlaams Belang. » Ils n'excluent d'ailleurs pas de créer, avec lui, un groupe technique au Parlement fédéral.

Le grand test des communales

C'est sans doute à cette lumière qu'il faut lire la déclaration

faite par Peter De Roover, chef de groupe de la N-VA à la Chambre, devant une assemblée du Vlaamse Volksbeweging (VVB), dont il fut autrefois président. Il avait répondu positivement à la question de savoir s'il exigerait l'indépendance de la Flandre au cas où la N-VA et le Vlaams Belang disposerait ensemble d'une majorité absolue. Dans un second temps, il a précisé que son plaidoyer ne visait pas une rupture du cordon sanitaire, ni la perspective d'un programme de gouvernement avec l'extrême droite. Avant lui, le secrétaire d'Etat fédéral Theo Francken s'était déclaré opposé au cordon sanitaire, lors d'un débat avec Filip Dewinter, l'homme fort du Vlaams Belang à Anvers. Ce dernier ne cesse d'ailleurs d'affirmer que ce débat sera « la prochaine grande question de la N-VA ».

« Formellement, la N-VA a toujours affirmé qu'elle était opposée au principe du cordon sanitaire, rappelle Bart Maddens. Mais dans la pratique, elle en applique le principe: elle n'a jamais conclu une coalition avec le Vlaams Belang. Certains s'y opposent pour des raisons de principe, comme le président de la Chambre, Siegfried Bracke. D'autres pour des raisons purement tactiques, parce qu'une telle collaboration risquerait de le mettre au ban des autres partis. » Bart De Wever, président du parti, a quant à lui eu des mots très durs à l'égard du Belang lors d'un débat avec son homologue Tom Van Grieken, accusant le parti de « plaider pour une troisième guerre mondiale ». « Il y a une rivalité forte entre les deux partis qui s'adressent au même segment électoral; souvent, cela provoque de la haine entre leurs représentants », analyse Bart Maddens.

Le premier test grandeur nature de la résistance du cordon sanitaire aura lieu en octobre 2018, à l'occasion des élections communales. « J'ai des doutes sur le fait qu'un parti ose briser le cordon, signale le politologue de la KUL. C'est impensable pour les partis de gauche ou pour le CD&V au sein duquel le Mouvement ouvrier chrétien pèse très fort. L'Open VLD s'est fortement engagé sur le sujet. Et pour la N-VA, ce serait aller un pont trop loin. La seule possibilité que cela arrive serait que le Vlaams Belang se présente sous un autre nom et avec des candidats de soutien. »

Un enjeu majeur risque de se poser dans la première ville de Flandre, Anvers. Bart De Wever risque d'y perdre sa majorité, en raison des pertes attendues de son parti et de la crise

du CD&V local. Sa seule bouée de sauvetage pourrait être

**« La N-VA
a toujours affirmé
qu'elle était
opposée
au principe du
cordon sanitaire »**

le Vlaams Belang, avec un fameux dilemme à la clé: subir une cuisante défaite ou rompre le cordon. « Dans le district de Deurne, fin 2015, la N-VA a conclu un accord avec Groen qui pourrait préfigurer une autre solution à l'échelle d'Anvers », note Bart Maddens. Une certitude: tous les regards seront à nouveau tournés vers la métropole. ♦

« LE CORDON SANITAIRE N'EMPÊCHE PAS LES IDÉES DE PASSER »

Jérôme Jamin, politologue à l'université de Liège, remet en question l'idée selon laquelle il faut à tout prix écarter l'extrême droite du pouvoir.

ENTRETIEN : OLIVIER MOUTON

Spécialiste de l'extrême droite, Jérôme Jamin, politologue à l'université de Liège vient de publier un ouvrage intitulé *L'extrême droite en Europe* aux éditions Bruylant. Une référence, qui donne la parole à de nombreux chercheurs européens.

Vous évoquez, dans ce livre, la « zone grise » entre l'extrême droite et les partis traditionnels. Peut-on dire que les idées d'extrême droite ont pris le pouvoir en Europe ?

Il fallait aller au-delà de l'étude de l'extrême droite car ce concept a une histoire et une signification bien spécifiques qui ne permettent pas de couvrir toutes les nouvelles formes d'expression du racisme et de l'autoritarisme en Europe. Les contributions à l'ouvrage s'intéressent aux multiples individus, groupes, partis et médias qui entretiennent un discours raciste, s'opposent à l'immigration, critiquent violemment la religion musulmane ou s'en prennent à des minorités ethniques sans être pour autant des acteurs clairement identifiés de l'extrême droite. Ceux-ci naviguent dans une zone grise qui semble parfois compatible avec le jeu démocratique même si les idées, les gens, les peurs, les projets et les alliances qu'elle regroupe rappellent les partis extrémistes. La zone grise rassemble des partis d'extrême droite mais aussi des partis politiques habiles – jugés traditionnels – capables de redéfinir la lutte contre

l'immigration dans le cadre d'un discours à prétentions laïque, républicaine, démocratique, hostile aux religions. Elle rassemble des mouvements, des blogs, des réseaux sociaux qui rejettent toute initiative ouvertement politique et électorale au profit d'une bataille pour les idées. A l'instar, notamment, de Gates of Vienna et la vaste blogosphère islamophobe qui a inspiré Anders Breivik, le terroriste d'extrême droite qui a tué 77 personnes en Norvège, en 2011. La zone grise offre un espace où la défense de l'homosexuel passe par la haine du musulman « machiste, sexiste et homophobe », où la défense de l'Etat

d'Israël (« rempart contre l'islam triomphant ») se substitue à la haine du Juif (la marque historique de l'extrême droite). Un espace où l'extrême droite se dit antifasciste et lutte contre l'Europe jugée « totalitaire »... La zone grise ne veut pas dire que l'extrême droite a disparu et que les partis traditionnels ont tous fondamentalement trahi leurs idéaux démocratiques. Bien au contraire, elle indique seulement la grande difficulté aujourd'hui pour se positionner devant des partis de plus en plus nombreux à critiquer violemment l'immigration, la religion islamique, l'Union européenne et la mondialisation.

En Belgique, quels en sont les exemples concrets ?

C'est l'extrême droite qui a criminalisé la figure du sans-papier, mais ce sont les partis traditionnels qui ont inventé et financé les centres fermés. C'est l'extrême droite qui exige des barbelés, mais ce sont les partis dits « démocratiques » qui les installent aux frontières de l'Europe (enclave de Melilla en Espagne, barbelés et miradors à l'entrée du tunnel sous la Manche en France, murs en Hongrie...). C'est l'extrême droite qui associe islam et islam radical, mais c'est Manuel Valls qui valide le lien entre burkini et problème de laïcité, sans oublier les quelques tentatives grossières d'exporter le débat en Belgique au Parlement.

Où se situe la N-VA dans ce paysage ?

Je suis conscient que de plus en plus de gens considèrent la N-VA comme un parti d'extrême droite et que le nombre de petites phrases plus ou moins racistes en provenance de ce parti ne fait qu'augmenter. Mais je continue aussi à considérer que le marquage à l'extrême droite n'est pas qu'une affaire de tweets ou de page Facebook, mais implique des actes politiques concrets, une incapacité à siéger durablement et

démocratiquement dans les assemblées, des propos racistes ou islamophobes récurrents qui sont relayés notamment par un programme politique. A ce jour, je continue à penser que la N-VA est une formation de droite conservatrice à l'image des Républicains en France et des Tories au Royaume-Uni (qui siègent d'ailleurs avec le parti de Bart De Wever au sein du groupe des Conservateurs et réformistes européens du Parlement européen). Cela dit, on peut inverser le raisonnement et considérer que de nombreux partis conservateurs en Europe, situés dans cette zone grise, sont bien des partis d'extrême droite – et y inclure la N-VA. Je ne suis pas sûr que cela rendra l'analyse plus fine. Et je ne vois pas alors comment qualifier les autres partis historiquement d'extrême droite, à mes yeux beaucoup plus dangereux : Ligue du Nord, Front national, Vlaams Belang, Jobbik et sa milice, Aube dorée...

« L'extrême droite exige des barbelés, mais ce sont les partis dits "démocratiques" qui les installent »

Que penser du retour du Vlaams Belang et de son rêve d'une rupture de cordon sanitaire dans de petites localités aux communales ?

Tout dépendra de la capacité de la N-VA à rester suffisamment autoritaire dans son action et éviter qu'une partie de ses électeurs ne retournent voter pour le Belang. Mais avec un secrétaire d'Etat qui ouvre des centres d'accueil pour réfugiés et un ministre de l'Intérieur qui veut renforcer le pouvoir de l'Etat fédéral pour lutter contre le terrorisme, la N-VA semble bien moins nationaliste qu'il y a quelques années.

Faut-il remettre en cause le « cordon sanitaire », tant à l'égard de l'extrême droite que de l'extrême gauche ?

Le « cordon sanitaire » et sa version française, le « front républicain », posent deux problèmes. Le premier réside dans la perméabilité du cordon au niveau des idées politiques. Quel est l'intérêt et, surtout, la légitimité d'un blocage au niveau des individus et des acteurs politiques si les idées, elles, peuvent traverser le cordon ? Le phénomène est particulièrement manifeste en Flandre et en France, où une bonne partie du spectre politique a récupéré le discours de l'extrême droite sur l'immigration et sur l'islam, tout en continuant à vanter l'intérêt

d'un blocage lorsqu'il s'agit de coalition ou de reports de voix. Le deuxième problème concerne le détournement d'institution qui consiste, au nom de la démocratie, à former des alliances entre perdants pour écarter le gagnant. Le front républicain, contre l'extrême droite, a du sens à condition de s'inscrire dans des circonstances exceptionnelles et à condition de s'engager à lutter ensuite contre le terreau qui fait le succès de l'extrême droite. Si rien ne change et qu'on se contente à chaque fois d'évoquer le front républicain, on détourne l'institution démocratique et on la rend suspecte. En France, on a l'impression que, depuis quatorze ans (2002 lorsque Jean-Marie Le Pen est arrivé au second tour), rien n'a changé ! Evoquer le front républicain lors de la prochaine présidentielle apparaîtra plus comme une farce que comme un combat pour la démocratie. ♦